

Léon Blum



MÉMOIRES

suivis de **À L'ÉCHELLE HUMAINE**

préface de Pierre Birnbaum

ARCHI
A
DOC

DU MÊME AUTEUR

- Correspondance avec André Gide, 1890-1950*, Presses universitaires de Lyon, 2011.
- Discours politiques*, présentés par Alain Bergounioux, Imprimerie nationale, 1997.
- L'Œuvre de Léon Blum*, 9 vol., Albin Michel, 1954-1963.
- Révolution socialiste ou révolution directoriale ?*, Spartacus, 1947.
- Le Dernier Mois*, Diderot, 1946.
- L'Histoire jugera*, Montréal, Éditions de l'Arbre, 1943.
- La Réforme gouvernementale*, Grasset, 1936.
- Souvenirs sur l'Affaire*, Gallimard, 1935.
- Bolchevisme et Socialisme*, Librairie populaire, 1927.
- Pour être socialiste*, Fédération nationale des jeunesses socialistes, 1919; préface d'André Comte-Sponville, Albin Michel, 2012.
- Stendhal et le beylisme*, Ollendorff, 1914; Albin Michel, 1930.
- Du mariage*, Ollendorff, 1907.
- Nouvelles Conversations de Goethe avec Eckermann*, La Revue blanche, 1901.

LÉON BLUM

MÉMOIRES
suivis de
À L'ÉCHELLE HUMAINE
(1940-1941)

Préface de Pierre Birnbaum

ARCHIDOC

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.archipoche.com

Archipoche
34, rue des Bourdonnais
75001 Paris

ISBN 978-2-37735-896-0

Copyright © Archipoche, 2021.

Préface

Spécialiste de Stendhal, critique de théâtre parmi les plus célèbres au tournant du xx^e siècle, auteur d'innombrables nouvelles, plume redoutée de tous et doté d'une solide culture littéraire, Léon Blum livre dans ses *Mémoires* le récit haletant de l'effondrement subit de la III^e République. Sa lecture nous stupéfie par son aspect quasi cinématographique, son intensité, ses retournements de situation, ses portraits acérés des protagonistes qui s'affrontent à ce moment où le destin de la France bascule, où le régime du maréchal Pétain s'impose dans la lâcheté quasi générale, tournant le dos à la République. Loin de se laisser abattre, de maugréer, de sombrer dans le pessimisme absolu, Blum reste celui qui sait affronter les tempêtes, faire face à ses ennemis, conserver son sang-froid alors même que tant de dangers, comme naguère au temps du Front populaire, le menacent jusque dans son intégrité physique.

À peine arrêté et conduit sous bonne garde par la police française dans le château moyenâgeux de Chazeron, puis dans la prison sinistre de Bourrassol, dans le Massif central, près de Riom où va se tenir son procès, mis aux arrêts dans une cellule gardée jour et nuit et bien qu'il fasse sciemment figure d'ennemi numéro un du régime de Vichy car il incarne le

socialisme honni, la République vomie par les droites radicales triomphantes, mais aussi le Juif haï que le nouveau régime entend exclure de la nation tant il serait responsable de ses malheurs, Léon Blum ne perd pas un instant. Il se lance dans l'écriture de ses *Mémoires*, rédigés à vif, dans la plénitude de ses moyens et de son talent de conteur. Ils s'imposent aujourd'hui encore comme l'un des récits les plus justes, les plus acérés, les plus hauts en couleur d'un moment traumatisant de l'histoire nationale.

Pour en faire sentir le sel, contentons-nous de relever quelques-unes des saynètes qui ponctuent ce texte souvent délaissé, alors qu'il conserve toute sa vivacité, toute sa rigueur, tout son esprit critique. Sa lecture nous laisse encore aujourd'hui pantois, comme ivres d'émotion : Blum sait mieux que quiconque cerner cette « panique » qui s'empare de la plupart des grandes figures politiques de la République face à l'effondrement des armées, à l'avancée vertigineuse des troupes allemandes, au sauve-qui-peut général qui pousse à l'abandon de Paris que l'on renonce, à son grand dam, à protéger. Blum se refuse à quitter le navire, appelle à la mobilisation nationale, à la défense de la capitale. Il cède à l'insistance de ses amis qui le savent menacé en tant que chef du Front populaire, mais aussi en tant que Juif et, au dernier moment, saute dans sa voiture, quitte sa maison, se réfugie à Montluçon chez son fidèle Marx Dormoy. Mais, dès le lendemain, il sait que sa place est dans la capitale menacée, rentre par des chemins que lui seul connaît à travers la forêt de Fontainebleau, pénètre dans un Paris qui se vide : « presque devant chaque porte, une voiture, une moto, une bécane sur lesquelles on achevait de charger des valises, des paquets, des matelas. On aurait dit que la ville entière déménageait ».

Pris d'un besoin irrépissible de revoir la Chambre des députés avant de quitter à son tour la capitale, Blum s'y rend : « L'immense palais était absolument désert. La cour était vide. Les salons, les couloirs étaient vides. Nous cherchâmes si par hasard un être vivant ne se cacherait pas encore dans les bureaux de notre groupe parlementaire ; les portes étaient cadénassées. Après avoir erré quelques minutes, nous finîmes par rencontrer l'ombre d'un garçon de service : "Alors tout le monde est parti ? – Tout le monde. – Il n'y a vraiment plus personne ici ? – Il y a un employé de la questure qu'on a décidé de laisser dans la maison. »

C'est à nouveau le départ vers Montluçon : l'« hémorragie humaine devait maintenant couler à flots. [...] La grande route, ses bas-côtés et ses trottoirs cyclables compris, jusqu'à la limite extrême des maisons et des champs, était entièrement, totalement recouverte. Elle coulait comme un fleuve qui va déborder à pleins bords entre ses digues. Ce fleuve s'étendait à perte de vue ; il charriait tout à la fois des voitures de tourisme de toute forme et de tout âge, des autos de livraison, des camions, des fourgons, des charrettes attelées de chevaux de ferme, des motos, des bicyclettes, des voitures à bras, des voitures d'enfants. [...] des mères poussaient leurs bébés dans des trottinettes. À l'arrière des motos et des vélos s'élevaient des pyramides de bagages tenant en équilibre par on ne sait quel tour de force. [...] Toute cette masse était si serrée, si dense, si homogène, elle formait à tel point une seule coulée humaine que l'image du fleuve, si banale qu'elle fût, s'imposait irrémédiablement à l'esprit. Le cours en était étrangement lent [...] ».

Blum se précipite à Bordeaux où le gouvernement s'est retiré, il se sent menacé : « Les rues de Bordeaux étaient en pleine fermentation, les anciens factieux

du 6 février, les groupes d'extrême droite, l'ancienne "Cagoule", les bandes antisémites tenant le haut du pavé. J'avais été suivi dans mes allées et venues, entre l'hôtel d'Herriot et la maison où j'avais trouvé un gîte, guetté à la porte de chacune d'elles. »

Il s'interroge sur son départ éventuel de France, erre entre Perpignan et le Verdon d'où va appareiller le *Massilia* avec à son bord nombre de parlementaires pour voguer vers l'Afrique du Nord, retourne à Toulouse et rejoint la maison familiale de son ami Eugène Montel, l'Armurier, en refusant de quitter la France, l'idée d'un départ personnel: «Non, voyez-vous, il n'y a plus pour moi qu'un parti, qu'un devoir, depuis que le gouvernement a capitulé: rester en France, là où je suis, attendre tranquillement le danger, me tenir prêt à répondre de mes actes passés [...]; défier avec sérénité l'injustice et la haine qui s'épuisent [...]; je sens que je ne puis pas à mon gré, surtout à une telle heure, rompre le lien de solidarité qui m'unit à mon pays. [...] Je ne me sens pas le droit de tirer mon épingle du jeu. Je dois prendre ma part dans le sort commun, non seulement dans le malheur, ce qui est relativement facile, mais dans la honte. »

C'est alors que survient, à la mi-juillet 1940, l'épisode tragique du vote, à Vichy, de la révision des lois constitutionnelles, de la remise en question de la Constitution de 1875, fondatrice de la III^e République, de l'accès au pouvoir absolu de Pierre Laval, des pleins pouvoirs conférés au maréchal Pétain. Fêré de culture historique, Blum souligne que, selon lui, «l'attentat était sans précédent dans notre histoire; cela passait même le 18 Brumaire et le 2 Décembre. [...] En décembre, le prince-président se l'était arrogé [le pouvoir] pour lui tout seul, mais encore était-il l'élu du peuple et un plébiscite populaire l'avait confirmé dans sa mission ».

Il tente de mobiliser ses amis du Parti socialiste, de les inciter à défendre la démocratie quitte à remédier aux « vices » du parlementarisme, à défendre avant tout le socle du suffrage universel qui doit seul conférer le pouvoir. Fier d'avoir incité ses anciens camarades à se reprendre, à combattre ouvertement les propositions de Laval qui reviennent à abolir la République et la démocratie, Blum tombe des nues lorsqu'il constate soudain le profond changement d'esprit de ses amis : « Le spectacle qu'il me faut décrire maintenant est affreux. Des mois se sont écoulés, et aujourd'hui encore, tandis que je l'évoque, la honte me monte au visage et une amertume serre ma gorge. Quelle scène ! [...] Les hommes qu'on voyait tournoyer dans ce hall, se grouper, se séparer, se chercher à nouveau, semblaient plongés dans on ne sait quel affreux mélange, dans un bain corrupteur d'une telle puissance que ce qui le touchait un instant en sortait empoisonné. Le venin opérait à vue d'œil, on assistait à sa marche. [...] En quelques heures, les pensées, les paroles, les visages mêmes étaient devenus presque méconnaissables. Il semblait, à la vérité, que quelque cinéaste de génie eût voulu peindre dans un "dessin animé" la propagation de la peur. Car le poison qu'on voyait agir sous ses yeux, c'était la peur, tout bonnement, la peur panique. »

Blum décortique les modalités de cette peur, met en lumière ses ressorts, souligne que Laval, pour parvenir à ses fins, attise la recherche de l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt général, distribue les prébendes, les promesses de postes, d'ambassades, de préfectures : « sitôt capté, chacun s'était fait à son tour captateur ; sitôt gagné par la contagion, chacun était devenu un foyer ». Tel un psycho-sociologue averti des ressorts de l'âme humaine, Blum se fait l'écho des théories de Gustave Le Bon : on entend, écrit-il, au sein du personnel politique réuni à

Vichy la « rumeur foisonner », s'insinuer « de bouche à oreille ». « Pour se dégager du tourbillon, il n'aurait fallu qu'un moment de sang-froid, qu'un effort de réflexion. Mais on ne réfléchissait pas. On se laissait emporter, comme une foule en panique, par les courants collectifs de l'épouvante et de la lâcheté »; tandis qu'à l'extérieur les « bandes hurlantes » de Doriot, tels les « grenadiers de Murat au 18 Brumaire », font entendre leurs voix et leurs menaces: « On écoutait, on subissait, tête basse. La plupart, envahis totalement par le poison, se courbaient sous la fatalité. »

Fidèle à ses héros stendhaliens à la bravoure éclatante, Blum, quant à lui, fait preuve à nouveau d'un rare courage, celui-là même qu'il a démontré tout au long de sa vie face aux mobilisations antisémites d'extrême droite, aux tentatives de coup d'État, ou encore aux injures et attaques personnelles. Son fier courage, cet « espagnolisme » qu'il partage avec ses héros stendhaliens, est indéniable; son stoïcisme face au danger n'est plus à démontrer. Alors que tant de ses collègues courbent l'échine et se rallient au régime de Pétain, Blum se souvient qu'il n'avait « aucunement peur »: « J'étais entraîné; j'en avais vu bien d'autres. » Isolé dans son refus de la naissance de cette tyrannie, de cet « État vassal » négateur de toutes les libertés, il refuse de prendre part au vote et, « sous des huées et des injures », quitte cette « Assemblée de Vichy [qui] ne délibéra pas plus librement que la Convention, au 31 mai, sous les canons d'Henriot », confiant néanmoins que le « peuple français restait et resterait le peuple de la Révolution, le peuple de Gambetta et de Jaurès », en dépit de la nazification totale de la France; que celle-ci « reprendrait conscience d'elle-même », en dépit de l'accès au pouvoir des Camelots du roi et de « la ligue fasciste des Croix-de-Feu ».

Réfugié à l'Armurier, se sachant personnellement menacé, il se montre rassuré par l'appel du général de Gaulle, ce chef militaire qu'il a rencontré et dont il connaît la «droiture», la «loyauté»: comme il le souhaite de toutes ses forces, «la France libre continuerait la guerre», refusera le diktat, la soumission au nazisme. C'est dans cet état d'esprit, confiant en dépit de tout en l'avenir, qu'il entreprend dans les murs de sa prison la rédaction d'*À l'échelle humaine*, dont l'écriture est terminée en décembre 1941.

Blum n'a pas attendu le tournant de 1942 qui justifierait presque la passivité antérieure, le ralliement au maréchalisme; il refuse tout accommodement, toute zone d'ombre tant vantée par nombre d'historiens, toute forme de double jeu au nom de laquelle excuser le ralliement, le serment, l'acceptation résignée ou enthousiaste de Vichy. Du fond de sa prison, alors que le pire peut s'abattre sur lui en tant qu'incarnation vivante du Front populaire, mais aussi en tant que Juif, il fait front car, malgré tout, il est confiant en l'avenir. Il sait déjà que l'Allemagne sera vaincue, que l'Angleterre ne cédera pas, que les États-Unis entreront dans la danse, que l'URSS se joindra au combat, que «le communisme français perdra le caractère d'une secte étrangère à la nation».

D'emblée, c'est au nom de Jaurès, invoqué sans cesse tout au long de ce récit, qu'il prend la parole, c'est-à-dire au nom de la tradition démocratique française qui s'exprime à travers un socialisme respectueux des droits du peuple. Héritier fidèle de Jaurès qui modèle toute sa vie, Blum ancre sa révolte contre la tyrannie dans une vive spiritualité, dans un profond amour de la France que partageait le député de Carmaux: «Le verrou de ma porte et les barreaux de la fenêtre ne m'ont pas séparé de la

France, écrit-il dès la première page. Je m'emplis de tous ses espoirs comme de l'air que je respire ; je baigne dans toutes ses misères.» Il en appelle, ajoute-t-il, à son « esprit », à son « tempérament », à l'impérieuse nécessité dans cette perspective d'une « révolution morale ».

S'adressant en tout premier lieu à la jeunesse chargée de son avenir, il se dresse contre les régimes totalitaires, refuse toute forme de collaboration, mais aussi de nationalisme, et entreprend de défendre cette III^e République dont il ne cache pas les défauts, mais dont il vante quand même les mérites démocratiques. Ses carences indéniables, il les énonce sans détour : un régime de partis omniprésent, un parlementarisme dévoyé et instable qui offre trop d'espace à la lutte de clans et aux rivalités de personnes, l'absence de discipline, l'inefficacité, l'excès de centralisation qu'évitent les régimes américain ou helvétique avec leur séparation des pouvoirs qui donne à l'exécutif une autorité énergique et indépendante, leur décentralisation mais également leur déconcentration qui confère une forte autonomie aux « petits États satellites » internes. Il dénonce aussi la série des scandales, les connivences entre intérêts privés et publics, la corruption qui touche également le monde des fonctionnaires.

Retrouvant là une inspiration socialiste non dénuée d'un marxisme auquel il n'a jamais renoncé devant tant de dérives, c'est à ses yeux la bourgeoisie détentrice du pouvoir qui n'est « plus apte à conduire » la France. En tant que « classe dirigeante », elle s'est abandonnée à son « égoïsme de classe » en s'opposant au Front populaire et en se rapprochant de Hitler. « C'est par la détérioration des vertus privées qu'elle a perdu sa vertu publique. » Influencé peut-être par la théorie des élites du sociologue italien Vilfredo Pareto qui justifie leur circulation, leur ascension suivie de leur chute, Blum considère que

« toute classe dirigeante qui ne peut maintenir sa cohésion qu'à la condition de ne pas agir, qui ne peut durer qu'à la condition de ne pas changer, qui n'est capable ni de s'adapter au cours des événements ni d'employer la force fraîche des générations montantes, est condamnée à disparaître de l'Histoire », formule proche de celle de Pareto pour qui l'Histoire n'est qu'un cimetière d'aristocraties.

Du coup, Blum en appelle à une « révolution morale », à un changement de classe dirigeante qui serait davantage à l'image de la nation, à une « expropriation légale » dans l'esprit démocratique du Front populaire, seule apte à réconcilier la nation, à limiter les inégalités injustes, à faire en sorte que « le fils d'un forgeron, si son talent l'y a destiné, [puisse] comme aujourd'hui devenir ministre du peuple ou grand chef d'industrie. Mais le fils du grand chef ou du ministre, s'il n'est bon qu'à forger, sera forgeron ». Il souhaite donc non l'égalité des conditions, mais davantage l'égalité des chances porteuse d'une mobilité sociale fonctionnelle.

Un seul but l'anime : reconstruire, « dans l'esprit de 89 », la nation, lui donner des bases morales qui unissent tous ses citoyens. Dans ce sens, en dehors de Jaurès, ce n'est pas un hasard si Blum trouve en Renan une figure presque autant révérée et qu'il n'est guère coutume de trouver sous la plume d'un penseur socialiste soucieux de prolonger la pensée marxiste en lui donnant une dimension spirituelle. Cité sans cesse dans *À l'échelle humaine*, Renan, avec Jaurès une dernière fois invoqué, conclut les dernières pages de cet essai, le Renan de la nation qui affirme son fondement rationnel en tant que choix des acteurs, le Renan attaché à l'exceptionnalisme de 89 et qui, contre les penseurs allemands de la race et de l'ethnie, ainsi que leurs imitateurs français qui façonnent le

PRÉFACE

régime de Vichy, clame qu'«une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis¹».

Rédigé dans la solitude absolue de la prison sous la menace constante des pires dangers, au moment où tout semble perdu, *À l'échelle humaine* demeure comme un cri d'espoir dans la victoire prochaine d'une France fidèle à ses traditions spirituelles de solidarité consciente entre tous ses citoyens.

Pierre BIRNBAUM

1. Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ? » (1882), *Discours et Conférences*, Calmann-Lévy, 1887.

MÉMOIRES

(1940)

1

C'est le dimanche 15 septembre 1940. Je dors encore ; des bruits de voix à côté de ma chambre m'éveillent en sursaut. Des inspecteurs de police ont cerné la maison de campagne isolée où des amis excellents, en un temps où l'amitié devenait un courage, me donnaient l'hospitalité depuis trois mois. Comme il est six heures du matin, heure légale, les policiers ont heurté à la porte. Ce respect de l'heure légale est merveilleux.

J'enfile un vêtement à la hâte, et je descends. La cour est pleine d'hommes et de voitures. Un commissaire m'exhibe une ampliation de l'arrêté aux termes duquel le gouvernement, me jugeant dangereux pour la sûreté de l'État français, a décidé mon internement administratif dans le château de Chazeron, en Auvergne. Par un décret-loi qui a paru ces jours derniers, le gouvernement de Vichy s'est en effet décerné à lui-même le droit d'interner n'importe qui, sans jugement, sans formalité quelconque, sans même l'articulation d'un motif. Je vais rejoindre à Chazeron un ancien commandant en chef, le général Gamelin, deux anciens présidents du Conseil, Édouard Daladier et Paul Reynaud, un ancien ministre, Georges Mandel. Quant à moi, sauf un entracte de quelques semaines, il y a plus de trois ans que j'ai quitté la présidence du Conseil ; il y a plus de deux ans et demi

que j'ai cessé d'être un personnage ministériel. Je n'ai rempli aucun rôle officiel, non seulement depuis le commencement de la guerre, mais pendant les dix-sept mois qui l'ont précédée. Depuis l'armistice, je ne me suis pas départi d'une retraite volontaire. La Cour suprême de justice, instituée par ce même gouvernement de Vichy pour rechercher les responsabilités de la guerre, ne m'a même pas convoqué comme témoin. Cependant me voici détenu politique, en France, tandis que mon fils est prisonnier de guerre en Allemagne.

La maison d'où j'ai été enlevé était proche de Toulouse. Le château de Chazeron est accroché dans la montagne au-dessus de Châtel-Guyon. La caravane des voitures policières traverse donc en diagonale les trois quarts de la France non occupée, je n'ai pas dit de la France libre. Vers le soir, au débouché d'une traverse à peine carrossable, j'arrive devant une grille encadrée de grands arbres, le long de laquelle un fantassin, fusil sur l'épaule, baïonnette au canon, fait les cent pas. Après tout, ce n'est pas la première fois que j'habiterai une maison gardée par des factionnaires en armes. La grille s'ouvre. Les voitures se rangent devant la façade composite d'un de ces petits châteaux transformés selon le goût du jour au temps de la Renaissance. J'accède à ma chambre par un escalier à vis creusé dans une tourelle. On m'apprend la règle de la maison. Je vivrai dans ma chambre, hors deux promenades quotidiennes dans un petit jardin clos qui sert de préau. Entre les cinq personnages que garde la garnison de Chazeron, aucune communication ne doit s'établir. La correspondance, les visites, les lectures sont contrôlées. L'usage de la radio est interdit. Pas de doute, je suis bien un prisonnier. La prison manquait sans doute à mon expérience de la vie. Toute expérience doit profiter à l'homme. Essayons.

*

J'étais arrivé chez mes amis toulousains après une suite d'événements tragiques sur lesquels je veux essayer de fixer mon témoignage tandis que mes souvenirs restent encore frais et précis.

Je n'avais pas assisté à la journée du jeudi 16 mai 1940, c'est-à-dire à la première journée où la France ait senti passer sur elle le souffle du désastre. Ou du moins je n'y avais pas assisté de Paris. Le mardi 14, à midi, je m'étais embarqué pour l'Angleterre à l'aérodrome du Bourget. Le Labour Party tenait à Bournemouth sa conférence annuelle; depuis longtemps déjà mes camarades anglais avaient insisté pour que j'y vinsse représenter le parti socialiste français, et, en dépit des circonstances, je n'avais pas voulu manquer à ma parole. La veille de mon départ, le lundi soir, j'avais dîné en tête à tête avec Paul Reynaud, alors président du Conseil, dans son petit appartement de la place de Bourgogne. Sans me confier, je crois bien, toutes ses préoccupations, sans rien laisser échapper qui pût troubler autour de lui la confiance, il m'avait paru grave et même sombre. La percée allemande sur la Meuse, entre Namur et Dinant, renouvelée de la manœuvre de Napoléon à Austerlitz, était déjà en voie d'exécution. La ligne de fortification belge fléchissait, bien qu'attaquée depuis trois jours à peine. Paul Reynaud démentit la prise de Mézières-Charleville, dont le bruit avait déjà couru dans Paris, mais il ajouta qu'autour de Sedan, à la charnière du front défensif des Alliés, la pression allemande était devenue très dure. Il s'alarmait visiblement de l'aisance imprévue avec laquelle étaient montées jusqu'à la frontière de Hollande ces armées de secours franco-britanniques dont la poussée

allemande menaçait déjà les communications. Je demandai à Paul Reynaud s'il avait quelque message à me confier, soit auprès de mes camarades du Labour, soit auprès des amis que je comptais dans le gouvernement britannique.

— Certes, me répondit-il. Efforcez-vous de les persuader les uns et les autres qu'une partie décisive se joue chez nous, qu'ils nous expédient au plus tôt tout ce qu'ils peuvent, sans trop se soucier si l'équipement de leurs divisions est arrivé au dernier point d'achèvement. Surtout qu'ils nous envoient des avions de chasse. Tout est si sérieux en cet instant qu'ils ne doivent pas hésiter à sacrifier momentanément la protection de leur propre territoire. C'est sur la Meuse que nous devons en ce moment défendre ensemble le salut commun, avec toutes nos forces...

J'entends encore l'accent de ces paroles, dont j'essayai, bien entendu, de communiquer la force à mes camarades et amis anglais. J'entends aussi, je le dis en passant, les réponses de M. Anthony Eden et de sir Archibald Sinclair, et il est un fait que je puis en tout cas certifier, c'est que l'envoi des renforts aériens s'accéléra suivant un rythme tel que, dès le vendredi, toute l'aviation commerciale fut réquisitionnée en Angleterre pour expédier en France des mécaniciens et des pilotes de complément.

Puisque j'évoque ici des souvenirs et que je m'efforce de préserver leur vivacité naturelle, je m'abandonne à leur mouvement. Je les laisse parler en moi. En s'associant les uns aux autres, en se déterminant les uns les autres, ils m'entraîneront sans cesse dans des digressions dont je ne chercherai pas à me défendre et dont je ne veux pas m'excuser : elles sont une marque et une garantie de ma bonne foi. Je me souviens donc de ma

stupeur lorsque j'appris de Paul Reynaud que la ligne belge du canal Albert ne tenait plus, que l'Ardenne et le Luxembourg belge avaient été livrés sans défense sérieuse à l'avance des troupes de Hitler. L'armée belge avait abandonné aussitôt ces forteresses naturelles contre lesquelles était venue se briser notre offensive d'août 1914, et l'armée française s'était bornée à y pousser quelques pointes de cavalerie portée. Entre les deux états-majors de Bruxelles et de Paris n'y avait-il donc pas eu de plan concerté ? Je savais bien que jusqu'au moment où la guerre avait éclaté, la politique belge d'« indépendance » telle que la pratiquaient le roi Léopold et son ministre Paul Spaak, avait fait obstacle aux préparations d'états-majors entre les deux pays. Mais j'étais persuadé que, depuis le déclenchement de la guerre, le gouvernement belge, conscient du danger permanent que faisait peser sur lui la concentration de soixante-dix divisions allemandes à sa frontière, avait pris enfin les dispositions nécessaires pour assurer sa pleine efficacité au secours anglo-français, qu'il se réservait d'invoquer. Deux fois, au cours de l'hiver, la Belgique avait été mise en émoi par des menaces d'invasion plus précises ; deux fois le gouvernement belge avait mis en alerte le commandement français. Certes, quelques-uns de mes amis belges m'avaient fait part de leurs doutes et de leurs inquiétudes : au cours d'un récent voyage à Bruxelles, Camille Huysmans, l'ancien président de la Chambre belge, Max Buzet, Isabelle Blume, m'avaient signalé des indices troublants. Je savais bien aussi – et j'avais essayé plusieurs fois de le faire entendre aux opinions belge et française – que l'application trop stricte de leur politique dite d'indépendance obligerait infailliblement le roi Léopold et ses ministres à n'appeler le secours de garantie anglo-français qu'après le fait accompli de l'invasion

allemande, que la résistance ne pourrait donc être organisée utilement qu'avec un certain retrait par rapport à la frontière envahie et qu'une large bande de territoire belge se trouverait ainsi livrée d'avance à l'agresseur. N'importe ; je demeurais convaincu qu'entre des armées destinées à peu près fatalement à combattre ensemble, l'effort nécessaire avait été accompli pour répartir et coordonner les tâches communes. Je restais convaincu non seulement que la Belgique avait aménagé solidement sa propre frontière stratégique, telle qu'elle l'avait elle-même fixée, mais qu'elle nous avait mis en état de la défendre utilement à ses côtés. Je me faisais là-dessus aux assurances que j'avais entendu renouveler par d'autres amis belges et auxquelles la décision des mouvements de l'armée française, lors des deux alertes de l'hiver, m'avaient paru apporter comme une vérification expérimentale. Au surplus, était-il besoin de tant raisonner ? L'évidence des choses n'était-elle pas la plus forte ?... Et pourtant, il fallait bien s'incliner devant cette autre évidence. Après comme avant la guerre, après comme avant les alertes, rien n'avait été vraiment préparé, rien n'avait été prémédité.

Alliées durant la guerre de 1914-1918, la Belgique et la France l'étaient demeurées au lendemain du traité de Versailles. C'est seulement au cours de l'hiver 1936-1937 que le gouvernement belge dénonça l'alliance, et j'étais alors le chef du gouvernement français. Il n'est pas douteux pour moi que ce revirement fut avant tout l'œuvre du jeune roi Léopold, porté brusquement au trône par l'accident dramatique où son père succomba. Le Premier ministre de Belgique était alors le catholique Paul Van Zeeland, le ministre des Affaires étrangères était le socialiste Paul Spaak, l'un déjà dans la force d'une grave maturité, l'autre encore très jeune ; mais je suis porté à

penser que Paul Spaak embrassa plus vite et avec plus d'empressement que M. Van Zeeland la politique personnelle du roi. Ce qui me le fait supposer, c'est d'abord le sens des entretiens que nous échangeâmes à Genève en juillet 1936, M. Van Zeeland, M. Anthony Eden, M. Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères dans mon administration, et moi-même; c'est aussi le souvenir d'une conversation en tête à tête brève, mais expressive, que nous eûmes à Londres, M. Van Zeeland et moi, une quinzaine de jours plus tard. À Genève, le Premier ministre belge traduisait, avec la conviction mesurée et froide qui le caractérise, l'inquiétude croissante que provoquaient en lui les armements hitlériens; il émettait l'avis qu'un dernier et pressant effort fût tenté pour obtenir, d'accord avec le Reich hitlérien, un règlement d'ensemble des litiges européens; mais il estimait aussi qu'en cas d'échec de cette tentative, la Grande-Bretagne, la Belgique et la France devaient se placer ensemble en face du danger et armer dans la pleine mesure de leur capacité. À Londres, où les représentants des trois pays s'étaient réunis dans une conférence, précisément destinée à donner un corps et une conclusion aux entretiens de Genève, et d'où partit en effet à l'adresse de l'Allemagne et de l'Italie un appel direct qui ne trouva aucun écho, M. Van Zeeland me confia préventivement sa surprise, et, autant que j'en aie pu juger, son ennui, d'un discours prononcé le jour même par Paul Spaak. Parlant à Bruxelles, en l'absence de son Premier ministre, Spaak venait en effet de lancer, avec grand éclat, le premier ballon d'essai en faveur de la politique d'«indépendance». Un discours du roi lui-même, plus retentissant encore, devait suivre au commencement de l'automne.

Je fus donc un peu surpris quand, vers les premiers jours de décembre – je puis me tromper sur la date exacte,

n'ayant aucune note à mon service, mais je me trompe en tout cas de peu –, M. Van Zeeland manifesta le désir de procéder, avec Yvon Delbos et avec moi, à des sondages confidentiels. Ce désir parvint jusqu'à nous par une chaîne assez sinueuse d'intermédiaires dont le dernier chaînon fut notre collègue Camille Chautemps. Une rencontre eut lieu à Paris, dans une maison amie, une autre à Bruxelles au domicile privé de M. Van Zeeland, près du bois de la Cambre. J'ai d'autant moins garde d'oublier celle-là que, partis de la banlieue de Bruxelles vers cinq heures, dans des voitures puissantes, nous n'arrivâmes à Paris qu'à une heure très avancée de la nuit. La frontière à peine passée, nous étions tombés sur un terrible verglas et, voyageant dans le plus sévère *incognito*, nous n'avions pas voulu nous arrêter en route. Je me souviens même qu'une de nos voitures, à la traversée d'un pont du chemin de fer, à Compiègne, alla heurter en patinant la balustrade, la défonça, et ne fut sauvée d'une chute assez fâcheuse que par la présence providentielle d'un pylône électrique. Le langage de M. Van Zeeland, et aussi celui de Paul Spaak qui prit part à la seconde rencontre, était empressé, insinuant, affectueux. Ils s'attachaient à nous persuader qu'une politique d'indépendance en Belgique était celle qui pouvait le mieux convenir à l'intérêt bien entendu de la France. La Belgique n'était pas en état de défense ; elle avait besoin de construire des fortifications et de se refaire une armée. Avec la politique d'indépendance, le gouvernement belge pourrait demander tous les crédits et tous les sacrifices nécessaires ; il aurait pour lui l'unanimité des Chambres et du pays, tandis que, sous le régime actuel, l'opposition ou l'obstruction flamingantes entraveraient fatalement tous ses efforts. La Belgique, somme toute, s'offrait à barrer elle-même la route à toute agression qui menacerait la France par la Belgique.



Vous avez aimé ce livre ?
Il y a forcément un autre Archipoche
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.archipoche.com

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur



www.facebook.com/Archipoche